

Josef KONVITZ

NE GASPILLONS PAS UNE CRISE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Avril 2020

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

NE GASPILLONS PAS UNE CRISE

Josef KONVITZ

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête *Démocraties sous tension*, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION..... | 9 |
| I. LES VILLES, L'ÉPICENTRE DE LA CRISE..... | 10 |
| II. DES LEÇONS QUI COÛTENT : LA STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT INFRASTRUCTUREL POST-2008..... | 11 |
| III. L'IMPORTANCE DES INFRASTRUCTURES..... | 12 |
| IV. COOPÉRATION ET LEADERSHIP : L'EUROPE DOIT SE DÉMARQUER..... | 14 |
| V. LES RISQUES TRANSFRONTALIERS..... | 16 |
| VI. LA NON-INTERFÉRENCE : « CE N'EST PAS MON AFFAIRE ! »..... | 18 |
| VII. FRONTIÈRES ET SÉCURITÉ : L'EUROPE EST DIFFÉRENTE..... | 20 |
| CONCLUSION..... | 23 |

RÉSUMÉ

Les crises mettent en lumière des forces qui étaient considérées comme acquises et des faiblesses qui ont été ignorées. Les pays n'ont pas investi suffisamment dans les infrastructures, freinés par les préoccupations liées à la dette. Les batailles politiques sur les projets clés et les procédures réglementaires ne font qu'ajouter aux coûts et entraînent des retards. Pendant la crise, nous voyons à quel point les infrastructures sont précieuses et quels sont les risques du sous-approvisionnement. Dans un monde urbanisé, tout est connecté : les transports, la santé préventive et les hôpitaux, le développement du logement, l'eau et l'électricité, la qualité de l'air, l'éducation... Les tâches essentielles consistent à renouveler le stock de biens publics, à restructurer les régions urbaines et à réduire les coûts économiques et environnementaux futurs. Ce programme, qui englobe la santé et le changement climatique, doit être déployé en sachant que nous ne pouvons pas anticiper la fréquence ni la gravité des futurs risques transfrontaliers.

Où se situe alors l'Europe dans un monde de blocs régionaux ? Le marché unique a créé la deuxième plus grande économie du monde. La mobilité de la main-d'œuvre, l'une des quatre libertés du marché unique, est essentielle à la vitalité des villes européennes qui composent le système urbain le plus grand, le plus dense et le plus ancien du monde. La réouverture des frontières n'est qu'une première étape, délicate par ailleurs. En protégeant et en renforçant le marché unique, y compris le développement d'industries et de technologies stratégiques, l'Europe peut montrer que la coopération entre les démocraties est la plus efficace pour rendre les sociétés plus sûres.

La Fondation pour l'innovation politique tient à remercier Prajwal Poojari
pour sa contribution photographique à la publication de ce document
(unsplash.com | [@pprajwal](https://twitter.com/pprajwal)).

NE GASPILLONS PAS UNE CRISE

Josef KONVITZ

Josef Konvitz a pris sa retraite de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2011, où il était directeur de la division Politique réglementaire. Il avait rejoint la division des Affaires urbaines de l'OCDE en 1992, qu'il a dirigée de 1995 à 2003. Historien de formation, il a fait partie de la faculté d'histoire de la Michigan State University de 1973 à 1992. Il est l'auteur de *Cities and Crisis* (Manchester University Press, 2015), ouvrage qui s'appuie sur des décennies de travail académique et d'engagement professionnel dans la gestion de crise. Il est professeur honoraire de l'université de Glasgow et titulaire de la chaire à l'Observatoire international Pascal.

INTRODUCTION

Les villes, moteurs de notre économie, sont l'épicentre de cette pandémie, devenue l'un des plus grands risques transfrontaliers. Nous faisons face au futur en sachant que les disparités régionales et les inégalités de revenu se sont creusées ces dix dernières années. Pourtant, sans croissance, les problèmes sociaux et environnementaux ne deviendront que plus coûteux et insolubles.

Dans des situations d'incertitude et de souffrance, nous sommes souvent tiraillés entre un désir de retour à la normalité (qui, après tout, nous est familière) et celui de récupérer ce qu'on a perdu de notre vie et de nos richesses au cours de la métacatastrophe en changeant les choses pour qu'elles soient mieux qu'avant. Ces deux réactions sont rationnelles et compréhensibles, et, souvent, la plupart d'entre nous ne souhaite pas choisir l'une plutôt que l'autre. La question est donc de trouver un bon équilibre.

Venons-en au concret : quel impact aura l'investissement en infrastructures qui suivra sûrement la pandémie de Covid-19 sur l'avenir des villes ? On entend déjà dire qu'il faudrait saisir cette opportunité pour accélérer les adaptations au changement climatique. Cette réaction pourrait cependant perturber notre retour à la normale, car elle pourrait entraîner d'autres changements continus, potentiellement radicaux, et l'adoption de solutions non testées. Est-ce qu'une société épuisée par la pandémie est prête à accepter cela ? Par ailleurs, d'autres pensent qu'il est encore trop tôt pour savoir à quoi doit ressembler un plan de reprise post-crise, alors qu'on ne sait même pas encore combien de temps va durer la situation d'urgence et ce qui attend réellement nos économies. Mais cette attente n'est pas non plus sans coûts. Il pourrait paraître logique de faire succéder les mesures de rétablissement post-crise aux mesures d'urgence. Ce schéma séquentiel a été à l'œuvre lors de la crise financière de 2008, et c'est ce qui explique que la relance économique ait mis du temps à émerger et qu'elle ait été de faible intensité.

Ce qui se produit *pendant* la crise pour mieux préparer ce qui arrivera *après* la crise peut faire toute la différence. Nous n'avons pas besoin de prêcheurs moralisateurs mais de stratégies pratiques. La période post-désastre a déjà commencé, mais nous ne nous en rendons pas compte, tant nous sommes plongés dans nos combats pour la vie, dans les villes du monde entier.

I. LES VILLES, L'ÉPICENTRE DE LA CRISE

Wuhan, New York, Milan, mais aussi Brescia, Mulhouse... La pandémie a soulevé de sérieuses questions au sujet des villes et de leur avenir après la crise.

Densité

Le comportement social et la vie économique sont interdépendants, modelant ainsi le panier des services et leur distribution. De nombreuses villes, partout dans le monde, petites ou grandes, sont dotées d'aménagements pour la vie quotidienne, pour la culture, les loisirs ou encore la mobilité des personnes. Qu'en sera-t-il ensuite de la demande pour ce genre d'infrastructures ? Et si la demande s'écroule, que ferons-nous des espaces qui leur ont été dédiés ? Qu'advient-il de la main-d'œuvre, qui pourrait accroître le chômage structurel sur le long terme dans des secteurs aussi variés que la culture, le sport ou la restauration ? Quel sera l'équilibre approprié ? Et à quelle échelle ?

Réglementation

Le zonage et d'autres réglementations ont façonné nos villes pour répondre aux risques de pollution atmosphérique, aux menaces que représentent des maladies telles que le choléra ou la tuberculose, ainsi qu'à certains problèmes sociaux comme la prostitution et les addictions. La répartition des établissements d'enseignement et des établissements médicaux a aidé à déterminer l'emplacement des lieux de vie et de travail des habitants. À l'avenir, quelles nouvelles régulations guideront notre comportement dans les villes ?

Équilibre travail-vie personnelle

La plupart des habitations n'ont pas été pensées pour le télétravail qui, parfois, peut reporter certains coûts sur l'employé. Qui prendra ces coûts en charge ? Et quelle sera la demande pour les espaces de bureaux ?

Data

Nous avons déjà commencé à observer les effets positifs et négatifs de l'utilisation du big data dans les villes pour la sécurité, la qualité de l'environnement, la gestion de la circulation, la gestion fiscale et bien d'autres applications. Quelle pourrait être la portée des data dans une société préoccupée par sa santé ? Et

quelles sont les limites acceptables de la collecte et de l'utilisation des données personnelles dans les sociétés démocratiques ?

Ces questions qui se posent pour la sortie de la pandémie sont les mêmes que celles généralement listées dans les programmes relatifs au changement climatique (en plus des problématiques énergétiques). Nous ne bénéficierons pas sur le long terme d'un programme de relance infrastructurelle post-crise tant que nous n'aurons pas accepté le fait que ce genre de questions et d'autres doivent être considérées dès aujourd'hui.

La plupart des investissements en infrastructures sont effectués dans les villes et leur amortissement est prévu sur un cycle de vie de l'ordre de plusieurs décennies. Ce n'est pas le moment de rouvrir des débats stériles sur la taille et la densité des régions urbaines. Je pense que les problèmes auxquels font face les grandes villes ont peu à voir avec leur taille et que les régions urbaines à forte densité ont beaucoup d'avantages. Quoi qu'il en soit, il faudra partir de notre situation actuelle.

II. DES LEÇONS QUI COÛTENT : LA STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT INFRASTRUCTUREL POST-2008

La relance infrastructurelle issue de la crise financière de 2008 peut nous donner des indices pour l'avenir *parce que des erreurs coûteuses ont été commises.*

Que s'est-il passé ?

- Le financement a commencé après que l'on s'est rendu compte que l'économie ne se régulait pas toute seule.
- Une large partie de ce financement n'a pas été utilisée.
- Il manquait des projets qui allaient plus loin que la réparation de ponts ou de routes, c'est-à-dire des projets qui *restructurent* les régions urbaines, *réduisent* les coûts économiques futurs et les risques environnementaux, et *renouvellent* les biens publics.

Pourquoi ?

- Les gouvernements nationaux n'accordent pas une grande priorité aux affaires urbaines.
- Au niveau local et central, la capacité de planification est faible.
- Nombre de projets ont été retardés par des exigences réglementaires.

- Alors que l'on se basait sur l'hypothèse d'un marché qui optimise l'allocation des ressources, le secteur privé n'investissait pas à cause de la forte incertitude dans les marchés, et le secteur public attendait que le secteur privé fasse le premier pas. Comme dirait un utilisateur de Twitter, on a pu constater la « combinaison d'un manque de communication et d'une incohérence des attentes » !

À quoi cela a-t-il mené ?

- L'Europe et les États-Unis ont un problème commun, que l'Asie ne partage pas ou, du moins, pas à la même échelle : les NEET (« Not in Education, Employment or Training »), autrement dit ces millions de jeunes gens qui, après 2008, n'étaient ni étudiants, ni dans le monde du travail ou de la formation, présentant un risque économique d'hystérèse, un phénomène sur le marché du travail caractérisé par des périodes de chômage plus longues que la moyenne (et des revenus d'activité amoindris tout au long de la vie). Les membres de cette génération, aujourd'hui plus âgés, n'ont pas été absorbés dans l'économie traditionnelle (retard du premier enfant, moindre accès à la propriété foncière).
- Dans l'ère post-crise, si une autre vague de NEET rejoint la première, les tendances de croissance sur le long terme resteront très faibles. Qu'advient-il alors des commerces illicites et illégaux ? Une épidémie d'opioïdes ? Des suicides ?...
- À ces critiques de la stratégie post-2008 peuvent s'ajouter les phénomènes de disparités régionales croissantes entre les pays et le gouffre grandissant des inégalités de revenus dans de nombreux pays développés (mais pas tous).

III. L'IMPORTANCE DES INFRASTRUCTURES

Est-ce que je m'attarde trop sur les infrastructures ? La France et l'Italie sont deux pays qui ont des inégalités régionales importantes, mais l'économie française a crû ces dernières décennies alors que l'économie italienne stagne depuis 1990. L'Italie a un grand excédent de logements, tout comme la France. La population du nord de l'Italie est dispersée sur un vaste territoire mais le taux de mortalité due au coronavirus y a été le plus élevé du monde. En France, au début de la crise actuelle, au moins 1 million de personnes ont quitté Paris pour se réfugier dans leurs maisons de campagne en province, surtout dans l'ouest du pays¹. Toutefois, l'épidémie n'a pas encore explosé

1. Voir Martin Untersinger, « Confinement : plus d'un million de Franciliens ont quitté la région parisienne en une semaine », lemonde.fr, 26 mars 2020 [www.lemonde.fr/pixels/article/2020/03/26/confinement-plus-d-un-million-de-franciliens-ont-quitte-laregion-parisienne-en-une-semaine_6034568_4408996.html].

dans ces régions d'arrivée. Au contraire, cette migration hors de Paris a eu un impact positif en allégeant la charge de travail des services de soins intensifs d'Île-de-France, envahis de patients ayant besoin de respirateurs. Des TGV ont même été adaptés pour transporter des patients branchés à des ventilateurs, du Grand Est et de la région parisienne vers d'autres régions où les hôpitaux disposent encore de capacités d'accueil. Cela ne devrait pas nous surprendre : le *Global Health Security Index 2019* de l'université Johns-Hopkins classait la France première sur 195 pays pour sa capacité infrastructurelle, l'Italie arrivait en 66^e place.

Les infrastructures sont importantes – pour l'énergie, pour l'eau, pour les transports. L'investissement en infrastructures devra faire partie intégrante de tout plan solide pour réduire l'impact de pandémies futures. Le coût pour se préparer à faire une transition vers un avenir meilleur – moins de carbone, plus de préparation aux catastrophes naturelles et aux épidémies – sera majeur. Combien ? En 2006, l'OCDE estimait que les investissements mondiaux dans ces secteurs pourraient atteindre 71 trillions de dollars, soit 3,5 % du PIB mondial. En 2013, le cabinet de conseil américain McKinsey a augmenté son estimation à 57 trillions de dollars de dépenses pour la période 2013-2030, et ce en excluant le changement climatique. La sous-utilisation était alors estimée à 60 %. Aujourd'hui, le PIB mondial a diminué, et pourtant nos besoins ont augmenté.

De plus, beaucoup de choses se rapportent à la gouvernance, à l'interface entre les secteurs public et privé, entre les autorités locales, régionales et nationales, et entre des secteurs économiques qui n'ont pas l'habitude de coopérer entre eux, tels que la santé et l'éducation.

Prenons l'exemple de l'éducation, un secteur primordial pour combattre les inégalités régionales et le problème de la génération NEET. Nous n'avons toujours pas bien répondu aux chocs socio-économiques de l'après-2008, mais nous devons reconnaître que la relance après la pandémie va plus encore diminuer le niveau de vie de certains, et les opportunités pour beaucoup d'autres. Nous savons déjà quels pourraient en être les conséquences politiques. Peut-être nous reste-t-il juste assez de temps pour agir avant la prochaine crise.

Qu'avons-nous dans notre boîte à outils ?

- Les programmes d'éducation tout au long de la vie, et la formation des adultes.
- L'éducation et l'emploi dans des endroits reculés, soit des lieux éloignés des centres urbains ou dans des régions métropolitaines isolées du reste de leur environnement.
- Les universités dans des villes moyennes et intermédiaires, qui peuvent entrer en symbiose avec les citoyens et les entreprises autour d'elles.

Le succès de ces initiatives dépendra de notre constance au cours des prochaines années. Il sera difficile de bien organiser nos priorités et de protéger nos budgets, car les gouvernements élus démocratiquement sont susceptibles de changer ces priorités et de couper les budgets face à la pression fiscale à court terme.

IV. COOPÉRATION ET LEADERSHIP : L'EUROPE DOIT SE DÉMARQUER

Les choses seront-elles meilleures cette fois-ci, tant les vies perdues sont nombreuses, tant la crise est globale ? Beaucoup de choses sont déjà différentes aujourd'hui.

- Les États-Unis sont déjà retournés à une position par défaut, l'isolement.
- Les sondages d'opinion aux États-Unis montrent que les démocrates comme les républicains voient la Chine comme une rivale des États-Unis (64 % et 65 %) ².
- Les États-Unis, dépassés par les coûts économiques et sociaux de la crise, n'ont plus les ressources pour assumer des responsabilités internationales comme ils l'avaient fait après la Seconde Guerre mondiale (le plan Marshall est souvent invoqué par des gens qui ne savent pas du tout comment il a fonctionné).
- La grippe espagnole et la pneumonie de 1918 ont tué près de 550 000 personnes en dix mois aux États-Unis, alors qu'ils n'étaient pas à risque normalement. On peut comparer cette prudente estimation aux 423 000 Américains morts au combat lors de la Première Guerre mondiale, de la Seconde Guerre mondiale et des guerres de Corée et du Vietnam réunies. Après la pandémie de 1918, qu'est-ce que les États-Unis ont fait différemment ? Selon l'historien Alfred W. Crosby, tout fut rapidement oublié, sauf dans le secteur médical : « Au niveau des organisations et des institutions – au niveau des collectivités – la grippe espagnole a eu peu d'impact. Elle n'a pas provoqué de grands changements dans la structure ou les procédures des gouvernements, des armées, des entreprises ou des universités ³. »

2. Voir Ankit Panda, « Poll: Majority of Americans See US and China as Rivals », *thediplomat.com*, 28 juin 2019 (<https://thediplomat.com/2019/06/poll-majority-of-americans-see-us-and-china-as-rivals/>).

3. Alfred W. Crosby, *America's Forgotten Pandemic. The Influenza of 1918*, Cambridge University Press, 2003, p. 323.

On arrive alors à la conclusion, qui donne à réfléchir, que les dimensions mondiales de la pandémie d'aujourd'hui ne mèneront pas à des solutions globales pour des problèmes globaux.

Rendre les villes plus sûres – dans un monde où plus de la moitié de la population vit dans des villes – devrait être une ligne directrice de politique publique pour les années à venir. Les crises du passé – incendies, guerres, épidémies et même révolutions – ont mené à des changements radicaux dans les modes de vie urbains, l'aménagement des villes, les matériaux de construction, les modes de communication, de transport et d'informations, ainsi que dans la logistique et les services publics. La pandémie de 2020 ne sera en rien différente. L'Europe a le réseau de villes le plus vaste, le plus dense et le plus ancien du monde. Ce réseau est crucial pour le marché unique. Pour *réduire* les futurs coûts économiques et environnementaux, nous avons urgemment besoin de projets qui vont *restructurer* les régions urbaines et *renouveler* les biens publics. Ce programme sera difficile à réaliser, mais beaucoup peut être fait dans les dix prochaines années, comme l'illustre bien la stratégie transformative connue sous le nom de « Grand Paris », qui vise à étendre les transports publics à la périphérie de Paris.

Redémarrer l'économie européenne nécessite des mesures qui réduiront les risques au sein de l'Europe et partout ailleurs s'ils représentent une menace pour l'Europe dans le futur : ce sont les deux faces d'un seul programme. Après la grippe de 1918, aux États-Unis, peu de choses ont changé pour se protéger de futures épidémies ou s'y adapter. Les États-Unis n'ont pas fait partie de l'effort mondial de l'entre-deux-guerres pour la constitution d'un réseau d'alerte rapide pour les maladies contagieuses. L'exemple américain de 2020 laisse à penser que, cette fois-ci, les choses ne seront pas différentes : les positions de leadership iront à d'autres ou seront saisies par d'autres.

Après nous être penchés sur une stratégie de relance basée sur des investissements d'infrastructure – pour la plupart à destination des villes – et tenant compte des leçons coûteuses des plans de relance post-2008, intéressons-nous désormais aux défis que posent la gestion des risques transfrontaliers dans une situation où certains pays coopèrent et où d'autres essaient de faire cavalier seul. Nous soulignerons dans cette partie à quel point il s'agit bien là d'un moment clé pour l'Europe.

V. LES RISQUES TRANSFRONTALIERS

On nous dit aujourd'hui que l'État revient en force. Nous avons déjà entendu cela pendant la crise de 2008. À l'époque, les risques systémiques exposaient les pays dont les économies et les marchés financiers se portaient bien à des menaces venues d'ailleurs. Des changements fondamentaux dans la réglementation bancaire en sont ressortis ; les gouvernements ont réduit leur interventionnisme économique dès qu'il était prudent de le faire, tout cela pour se retrouver confrontés à une autre crise transfrontalière, plus sévère encore. Une crise qui pourrait mettre les institutions du monde entier à l'épreuve.

Défini simplement, un risque transfrontalier existe quand un problème dans un pays affecte le bien-être et la sécurité de personnes dans un autre pays. Le Covid-19 est l'exemple le plus spectaculaire, fulgurant et meurtrier, de risque transfrontalier qui touche les villes à un rythme plus rapide que ne l'est le temps de réponse des gouvernements :

- la trajectoire de l'épidémie, qui dépendait de la libre circulation des personnes, était imprévisible. À son début, qui d'entre nous pouvait localiser Wuhan sur une carte ? Daegu en Corée ? La Lombardie en Italie ? Sans parler de Bergame et Brescia. Où sont allés les gens après avoir assisté à la réunion annuelle des chrétiens évangéliques de Mulhouse ou fêté Mardi Gras à La Nouvelle-Orléans ? ;
- la réponse de nombre de gouvernements a été empreinte de confusion, puisqu'ils n'étaient pas certains que les gens se comporteraient de façon responsable s'ils n'y étaient pas contraints. La différence entre la prudence et la panique était alors une question de jugement. Il y aura un temps pour la réflexion, mais celui-ci n'est pas encore arrivé ;
- les gouvernements ont dû mettre en place des ponts aériens importants pour rapatrier leurs ressortissants bloqués à l'étranger, souvent pris en tenaille entre plusieurs ensembles de règles différentes et contradictoires entrées en vigueur sans avertissement. Les périodes de rotation de plusieurs dizaines de milliers d'équipages de navires marchands ont été interrompues ;
- l'organisation de l'approvisionnement des villes a brisé la distinction conventionnelle entre secteur public et secteur privé, et a forcé les gouvernements à reprendre un rôle actif sur les marchés. À l'époque préindustrielle, une épidémie au printemps, durant la saison des semis, annonçait une pénurie de nourriture un an plus tard. Est-ce que cela pourrait se reproduire ?

Même si certaines catastrophes ne peuvent être prédites, nous savons qu'elles arriveront. Les catastrophes sont devenues plus fréquentes et plus coûteuses depuis les années 1980, et leurs effets ont été exacerbés par l'interdépendance économique mondiale.

La globalisation peut contribuer à promouvoir la sensibilisation aux risques. Le Japon, qui investit énormément dans la prévention des séismes, est aussi intéressé par le niveau de préparation de la Californie et de l'Italie, par exemple, et investit dans les facteurs de résilience. Pourquoi ? Un séisme en Californie ou en Italie affectera les Japonais qui y résident, les investissements japonais, et l'économie locale de façon plus générale, avec des conséquences qui seront ressenties jusqu'au Japon. Réciproquement, la Californie et l'Italie sont aussi affectées par les mesures prises au Japon. La conformité à ces mesures de prévention reste une responsabilité nationale, et les gouvernements traitent les catastrophes sur leur territoire comme une affaire souveraine.

Certains risques transfrontaliers ne laissent pas de séquelles à long terme, par exemple l'interruption de réseaux électriques transfrontaliers et interdépendants qui mènent à des coupures de courant. Certains autres sont plus problématiques : les mesures prises par le Vietnam pour éradiquer la malaria sont ainsi contrecarrées par l'inaction de son voisin, le Cambodge, et les incendies de forêt en Indonésie ou au Brésil entraînent une pollution atmosphérique avec des effets à long terme au-delà de leurs territoires. Dans ces cas-là, la santé des personnes au Vietnam ou dans les pays touchés par la pollution issue des feux de forêts indonésiens et brésiliens est directement affectée, mais il n'y a rien que ces personnes puissent faire pour contrôler le problème à sa source.

Avec le changement climatique, les risques transfrontaliers se posent au niveau mondial. C'est ce sentiment d'impuissance, celui d'être une victime innocente, qui se traduit en pression politique et intensifie la méfiance.

On voit qu'un schéma se dégage de ces exemples. Dans chaque pays, les gens sont exposés à la façon dont les autres pays anticipent ou réagissent aux problèmes ne pouvant être contenus au sein de leurs frontières. Il nous est demandé de porter des masques sur nos visages, par responsabilité personnelle envers les autres : de la même manière, nous devons réfléchir sur les catastrophes dans notre pays qui pourraient affecter le bien-être de gens dans d'autres pays. Cela crée une interdépendance avec une dimension morale très importante. Agir ensemble est malgré tout difficile : chaque pays est exposé à une série de risques transfrontaliers différents, certains sont bien pires que d'autres, certains viennent de pays voisins, d'autres viennent de plus loin.

VI. LA NON-INTERFÉRENCE : « CE N'EST PAS MON AFFAIRE ! »

La peur nous amène à chercher la sécurité là où nous avons un sentiment d'appartenance. L'État-nation peut sécuriser ses frontières : nous sommes enfermés là où nous nous enfermons. Et si nous voyageons, nous pourrions nous retrouver exclus des autres pays. Mais rien de cela ne résout le problème des risques transfrontaliers.

Une perspective historique de long terme peut nous aider à comprendre le problème posé par notre dépendance à l'État-nation pour notre protection dans un monde où les catastrophes sont de plus en plus fréquentes et coûteuses. Le professeur Christopher Andrew écrit à juste titre que le « trouble de déficit de l'attention historique [...] était la tare intellectuelle distinctive de la fin du XXe et du début du XXIe siècle⁴ ». L'État-nation moderne a émergé après que les guerres de Religion et la guerre de Trente Ans ont détruit des vérités anciennes et saccagé la majorité de l'Allemagne et de l'Europe centrale. En 1648, le traité de Westphalie, qui internationalisa le Rhin et invalida le recours à des différences religieuses en tant que motif de déclaration de guerre, a limité les grandes puissances hégémoniques, les États les plus susceptibles de tirer profit de leur supériorité. Là était le prix à payer par ces États les plus puissants pour garantir la coopération de tous, petits comme grands, dans un système plus large. Cette entente a abouti car elle se basait sur un principe de non-intervention : les États n'ont pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des autres États. Une intervention directe équivaut à un acte de guerre.

Considérons les questions que l'on se pose déjà à propos de cette pandémie par rapport à ce que l'on aurait pu faire différemment : en disposant de plus d'informations, plus tôt, qui a la responsabilité d'agir ? Et si aucune mesure n'est prise ou si les mesures sont insuffisantes, quelles dispositions peuvent prendre les autres pays ? À quel moment un pays peut-il agir pour empêcher ou atténuer les risques qui menacent son peuple, son environnement ou ses institutions qui se trouvent dans une autre juridiction ?

Le système initié par le traité de Westphalie, fondé sur ces principes de non-intervention et d'indépendance des États-nations, a déjà été étendu pour mieux faire face au risque terroriste. Il suffit de penser aux milliers de contrôles de sécurité dans les aéroports et aux informations que les passagers doivent fournir avant de pouvoir monter dans un avion. Par ailleurs, afin de pouvoir contrôler le flux de capitaux qui finance le terrorisme ainsi que le blanchiment d'argent,

4. Chris Andrew, *The Defense of the Realm. The Authorized History of MI5*, Penguin, 2010, p. 858.

les États-Unis obligent les banques nationales et étrangères à identifier la source de tous les fonds et à en suivre les mouvements. Cette portée extraterritoriale et ces exigences de déclarations entraînent des coûts supplémentaires pour les institutions financières du monde entier. Cela crée un précédent d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres États. L'économie de la sécurité existe et les réglementations qu'elle impose ne sont pas sujettes à une étude d'impact *ex ante*, ni à un audit d'efficacité *ex post*, exigées pour la plupart des réglementations économiques, environnementales et sociales.

Les évaluations qualité/prix et coûts/bénéfices perdent de leur pertinence quand la sécurité est inestimable. Même les entreprises ne peuvent l'ignorer à leurs risques et périls. Par exemple, dans le cas du Boeing 737 Max, une faille importante dans un système a été attribuée à des problèmes dans la culture d'entreprise, à des défaillances dans les systèmes internes et à la complaisance des régulateurs. Les chaînes de production en Europe ont alors été fermées et des milliers d'avions commandés ne seront peut-être pas construits – si tant est même qu'ils le soient – tels qu'ils avaient été imaginés. La confiance a été ébranlée et la reconstruire sera long et coûteux. Cet exemple nous éclaire bien au-delà du secteur aéronautique : ne jamais laisser les comptables avoir le dernier mot. Pourtant, dans le cas de la pandémie actuelle, la réduction des coûts a probablement été un facteur ayant motivé certaines décisions au cours de ces dernières années qui peuvent expliquer pourquoi des matériaux et des équipements qui auraient pu réduire l'impact de l'épidémie dans beaucoup de pays n'ont pas été disponibles.

Bien que la pandémie du Covid-19 soit la plus urgente, elle n'est pas la seule menace sanitaire. Et le problème n'est pas la mondialisation en soi : rien, ces dernières années, n'empêchait les gouvernements de prendre davantage de mesures pour faire face à une pandémie. Dans un contexte où le secteur de la sécurité commence à prendre plus largement en compte les besoins en équipements sanitaires et médicaux, la globalisation va bénéficier d'un mouvement général vers des pays plus sûrs, pour y travailler et pour y vivre.

VII. FRONTIÈRES ET SÉCURITÉ : L'EUROPE EST DIFFÉRENTE

Qui dit souveraineté dit aussi frontières, qui délimitent notre responsabilité et les bornes territoriales de l'application des lois. Dire que seuls les États-nations exercent une souveraineté n'aurait pas de sens. L'Union européenne est souveraine dans le sens où la juridiction de la Cour européenne de justice, l'ultime cour d'appel, a préséance au sein du territoire de ses États membres, et dans la mesure où les réglementations européennes s'appliquent au sein de ces frontières pour les biens et services produits ou importés dans l'Union européenne.

Les gouvernements européens interviennent dans l'économie de trois façons : la politique monétaire (aujourd'hui dominée par la Banque centrale européenne), la politique fiscale (sous le contrôle des États membres) et la régulation. La régulation au niveau national demeure essentielle pour les réformes structurelles en vue d'une croissance inclusive, de la création et la survie des PME, de l'innovation, et même pour le soutien et l'adoption d'un programme sur le changement climatique.

Le marché unique, cependant, est plus que la somme de tous les régimes réglementaires des vingt-sept États membres : il fonctionne car la Commission européenne est la source des standards réglementaires usuels qui s'appliquent à tous les États membres et qui deviennent les standards auxquels les producteurs d'autres pays qui veulent commercer avec eux doivent se plier. Le marché unique a fait de l'Europe la deuxième puissance économique du monde.

Nous connaissons tous les quatre libertés, les clés du marché unique : produits, services, capital, travail. La pandémie a frappé directement le travail quand les frontières entre les pays membres et entre l'Union européenne et la majorité du reste du monde ont fermé, avec des conséquences immédiates dans le secteur agricole (1,5 million de travailleurs émigrés), le secteur touristique (4,4 % du PIB et 21,5 % des exportations de services en moyenne dans les pays de l'OCDE) et l'industrie. La santé, tout comme la protection de l'environnement qui, elle aussi, ne connaît pas de frontières, est d'habitude un atout de l'Europe, mais lorsqu'elle est menacée, elle peut devenir un risque. La santé est une compétence des États membres, mais les services médicaux et les produits associés sont régulés par le marché unique. Il nous faut donc agir ensemble, en commençant par apporter notre soutien aux laboratoires d'Europe et étendre notre capacité à produire des vaccins, des médicaments et de l'équipement médical.

Dans un livre consacré à l'influence globale de la régulation européenne publié avant la pandémie, la professeure Anu Bradford de l'école de droit de la Columbia Law School écrivait : « Adopter un rôle hégémonique dans la régulation renforce l'identité de l'Union européenne et améliore sa place dans le monde, même en temps de crise, lorsque son efficacité et sa pertinence ne cessent d'être remises en question⁵. » Cependant, les discussions sur ce que devrait faire l'Union européenne ont bien plus été axées sur la finance que sur la régulation. La régulation pour restaurer la santé et réduire les risques futurs protégerait le marché unique. Alors, comment l'Europe peut-elle relever le défi ?

Le Conseil européen, la Commission européenne, le Parlement européen et les États membres devraient afficher clairement leur objectif premier comme étant de garantir les conditions dans lesquelles les quatre libertés du marché unique peuvent fonctionner, y compris celle de la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen. Les gens retourneront au travail et à leurs déplacements quand ils se sentiront autant en sécurité qu'à la maison. La sécurité au travail est déjà l'un des sujets traités par la régulation européenne, mais ce n'est plus assez pour assurer la mobilité des travailleurs. L'éducation à l'international et le programme Erasmus sont des investissements dans l'avenir de l'Europe. La mobilité est essentielle aux avantages culturels et naturels qui représentent la richesse de l'Europe et maintient des millions d'emplois. Elle est vitale pour des millions de familles qui disposent de plus d'une nationalité européenne. La crise arrivera à sa fin quand les réunions de famille et les mariages pourront avoir lieu et quand les festivals, les musées, les salles de concert et les parcs, et non pas seulement les magasins, les usines, les bureaux, les écoles et les universités, rouvriront. Cet objectif stratégique – si ce n'est existentiel – bouleversera toute l'année 2020-2021, et ce jusqu'à ce que nous soyons libres de voyager à nouveau.

La réouverture des frontières ne sera que le début d'un effort sur le long terme. Dès maintenant et pour le moyen terme, une stratégie d'investissement pour l'Europe devra :

– *adapter ses villes et villages à de nouveaux équilibres entre le travail et la vie personnelle.* L'aménagement urbain et régional, la distribution des écoles et des centres médicaux, la demande de bureaux, l'architecture des lieux de vie, des transports et l'utilisation des données, tout devra être organisé dans un programme appelant des investissements infrastructurels dans la santé et l'environnement. C'est peut-être l'occasion pour la Banque européenne d'investissement de jouer un rôle prépondérant ;

5. Anu Bradford, *The Brussels Effect. How the European Union Rules the World*, Oxford University Press, 2020, p. 24.

- *répondre aux problèmes sociaux* des gens âgés et vulnérables, notamment les personnes isolées, les migrants, les indépendants, où qu'ils habitent. Les charges doivent être distribuées équitablement. Si l'on protège les citoyens de l'Union européenne, ils voudront en faire partie ;
- *assurer les droits à la vie privée, à la dignité, à l'État de droit et à la participation civique des Européens*. Cela deviendra particulièrement important quand de nouvelles procédures seront mises en place pour surveiller l'évolution de la situation (la protection des données vient alors à l'esprit), pour relancer l'économie et pour mobiliser la société dans les crises futures. La responsabilité du gouvernement est cruciale pour que ses citoyens lui fassent confiance .

Il n'y a rien de radicalement nouveau dans ces objectifs qui reflètent les valeurs fondamentales du marché unique. Sont-ils technocratiques ? Peut-être. Un gouvernement compétent peut sembler ennuyeux, mais pensons à l'alternative. Pour répondre aux enjeux d'une crise sans précédent, l'Europe doit jouer sur ce qu'elle sait déjà faire au niveau mondial. La logique est double : même si de nombreuses actions sont menées au niveau local, régional et national, l'Europe doit devenir le cadre de référence.

Enfin, l'Europe a un intérêt crucial quant à la manière dont les pays qui échangent avec elle contrôlent et réduisent les risques. L'aide au développement a longtemps été une stratégie d'aide aux pays pauvres pour améliorer les conditions de vie, de peur que les problèmes sociaux et environnementaux ne « débordent ». Nous devrions à présent nous préoccuper aussi de ce que la pandémie et ses conséquences économiques annoncent pour la stabilité de beaucoup de pays, partout dans le monde, avec lesquels l'Europe a des accords de partenariat et de coopération. Là aussi, il est question d'étendre les politiques européennes existantes pour répondre aux besoins.

Ceux en Europe qui ont le pouvoir de prendre les bonnes décisions ont aussi le pouvoir de ne pas en faire assez ou de se tromper. Aujourd'hui, l'Europe fait face à une menace biologique. Comment l'Europe peut-elle à l'avenir faire face aux autres menaces, par exemple géopolitiques ou militaires, si elle sort de cette crise affaiblie, moins solidaire et plus vulnérable ?

CONCLUSION

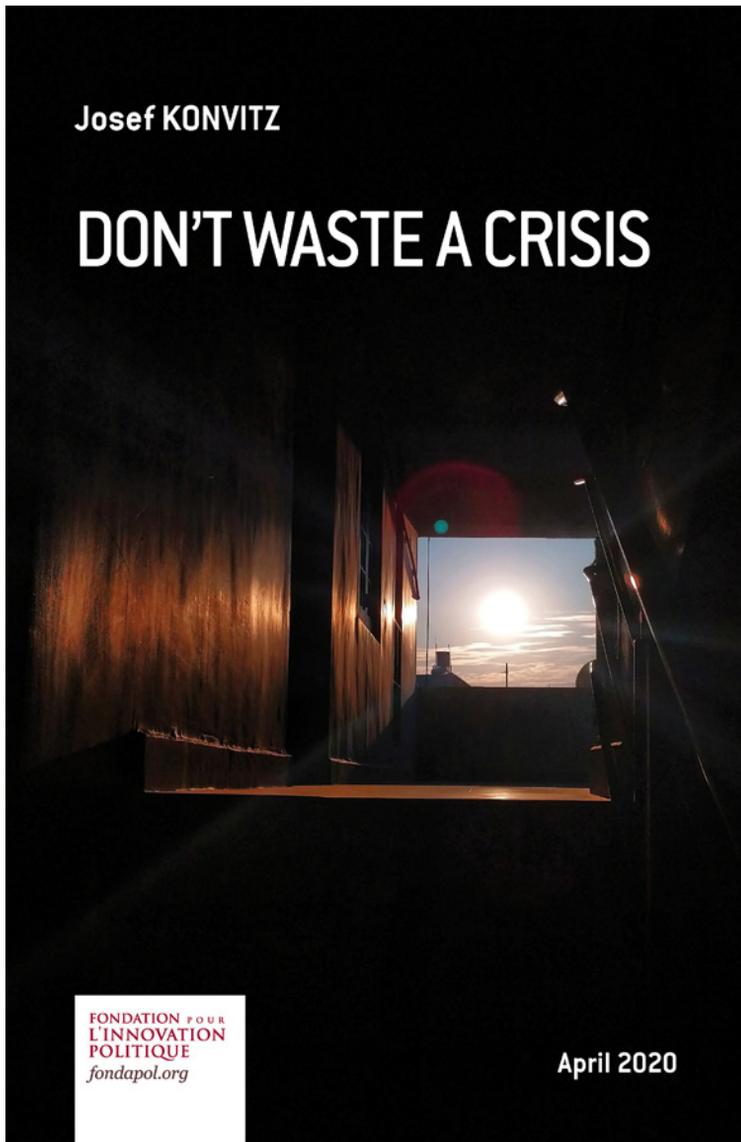
La visibilité et le leadership ont un coût. Pour mobiliser les ressources des institutions européennes et les talents de presque 450 millions de personnes, pas seulement contre le Covid-19 mais aussi contre tout autre désastre, l'Europe doit améliorer la capacité des États membres à faire face aux crises et à s'en remettre. Les institutions sont une dotation, un investissement au même titre que l'assurance, qui vise à nous aider à nous préparer à la catastrophe. Nous devrions penser à mettre en place :

- une Agence européenne pour la résilience et la reprise, dotée d'un fonds et qui aurait pour but d'identifier et de répondre aux carences aux niveaux nationaux et sous-nationaux ;
- une Académie européenne de gestion de crise, qui codifierait les leçons retenues, disséminerait toutes les informations pertinentes et formerait des personnes du secteur privé et du secteur public ainsi que des chercheurs et des experts à travailler ensemble en cas d'urgence.

Une stratégie européenne pour une « cohésion renforcée », en quête d'une « union toujours plus étroite » ne pourra être validée que si elle fonctionne plus efficacement lors de la prochaine crise. Et il y en aura une autre. Alors qu'il est possible que notre monde se fracture en deux blocs ou plus en termes de préparation et de réponse aux crises – un groupe de nations qui veulent *plus* de coopération quand un autre en veut *moins* –, la position de l'Europe doit être claire, constructive et convaincante. Autrement dit, il faut que l'Europe ait une vision, les moyens nécessaires pour l'accomplir et prouver qu'elle est capable de rendre la vie meilleure et plus sûre pour les Européens.

Josef KONVITZ

DON'T WASTE A CRISIS



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

April 2020



Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Juillet 2014

L'URBANISATION DU MONDE. UNE CHANCE POUR LA FRANCE

www.fondapol.org

fondapol
FONDAZIONE PER
L'INNOVATION
POLITIQUE

Laurence DAZIANO

NOS PUBLICATIONS

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandembroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique,
décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)

Défendre l'économie européenne par la politique commerciale

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 76 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 64 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 60 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022 le risque populiste en France

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

Campements de migrants sans-abri : comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo [2]. L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo [1]. L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Sérailini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019, volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
 Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique [2]. Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique [1]. Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2).

Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1).

Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...
AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration
Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration
Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)
Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation
Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants
Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?
Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes
Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous
Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme
Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc
Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage
Faÿçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xix^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public.

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales [1] : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Ecurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 [2] : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 [1] : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! [2]. Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! [1]. Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 [3] : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 [2] : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 [1] : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La mobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre ...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Nick Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France
Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009,
32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après
Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française
Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

**La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?**
Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.**
Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi
Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme
Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

**Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?
Une question de justice sociale et un problème démocratique**
Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie
Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social
Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?
Sondage, analyse, éléments pour le débat
Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte
Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**
Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

NE GASPILLONS PAS UNE CRISE

Par Josef KONVITZ

Les crises mettent en lumière des forces qui étaient considérées comme acquises et des faiblesses qui ont été ignorées. Les pays n'ont pas investi suffisamment dans les infrastructures, freinés par les préoccupations liées à la dette. Les batailles politiques sur les projets clés et les procédures réglementaires ne font qu'ajouter aux coûts et entraînent des retards. Pendant la crise, nous voyons à quel point les infrastructures sont précieuses et quels sont les risques du sous-alimentation. Dans un monde urbanisé, tout est connecté : les transports, la santé préventive et les hôpitaux, le développement du logement, l'eau et l'électricité, la qualité de l'air, l'éducation... Les tâches essentielles consistent à renouveler le stock de biens publics, à restructurer les régions urbaines et à réduire les coûts économiques et environnementaux futurs. Ce programme, qui englobe la santé et le changement climatique, doit être déployé en sachant que nous ne pouvons pas anticiper la fréquence ni la gravité des futurs risques transfrontaliers.

Où se situe alors l'Europe dans un monde de blocs régionaux ? Le marché unique a créé la deuxième plus grande économie du monde. La mobilité de la main-d'œuvre, l'une des quatre libertés du marché unique, est essentielle à la vitalité des villes européennes qui composent le système urbain le plus grand, le plus dense et le plus ancien du monde. La réouverture des frontières n'est qu'une première étape, délicate par ailleurs. En protégeant et en renforçant le marché unique, y compris le développement d'industries et de technologies stratégiques, l'Europe peut montrer que la coopération entre les démocraties est la plus efficace pour rendre les sociétés plus sûres.

Les médias

fondapol.tv

ГРОП ЛИБЕРАЛЕ
Une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol.org



Le site internet

fondapol.org



ISBN : 978-2-36408-229-8